

(B) Pour l'Emprunteur : REPUBLIQUE DE GUINEE

Ministère de l'Economie et des Finances  
B.P : 579- Conakry  
A l'Attention de : Mr. Kerfalla YANSANE  
Ministre de l'Economie et des Finances  
Télécopie : 224 42 21 02

Et

Ministère des Mines et de la Géologie  
B.P : 295- Conakry- Immeuble OFAB/CBG  
Boulevard du Commerce  
A l'Attention de Mr Mohamed Lamine FOFANA  
Ministre des Mines et de la Géologie  
Télécopie : +224 41 49 13

14 Entrée en vigueur

La présente Convention entre en vigueur à la date de sa ratification et restera en vigueur  
Jusqu'au complet remboursement du Tirage et de l'intégralité des intérêts, frais et autres sommes dues au Prêteur en vertu de la présente Convention.

15 Loi applicable et juridiction compétente

15.1 La présente Convention est régie et sera interprétée conformément au droit de la République de Guinée.

15.2 Tous différends découlant de la présente Convention ou en relation avec celle-ci que les Parties n'aient pas résolu de manière amiable dans les trente (30) jours calendaires de La notification du différend par la Partie la plus diligente seront tranchés définitivement suivant le Règlement d'Arbitrage de la Chambre Internationale de Commerce de Paris par un ou plusieurs arbitres nommés conformément à ce Règlement.

15.3 Le siège du Tribunal Arbitral sera à Paris, en France.

15.4 Aux fins de trancher les litiges soumis par les Parties, le Tribunal Arbitral se référera au droit applicable prévu par la présente Convention et, en cas de vide juridique, aux principes généraux du droit international.

15.5 La langue de la procédure d'arbitrage sera le français. La sentence sera rédigée en français. Les documents et mémoires échangés par les Parties seront rédigés en français.

Les pièces seront communiquées dans leur langue d'origine, accompagnés d'une